

ARRETE N° 29/2023

Prescrivant et ordonnant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de révision de zonage d'assainissement des eaux usées de la Commune de Beaumes-de-Venise (84)

Le Président du Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux,

VU le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2224-10 et R 2224-8,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 151-24,

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L 123-1 à L 123-18 et R 123-1 à R 123-27,

Vu le décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique,

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R 123-11 du Code de l'environnement,

Vu l'ordonnance 2016-1060 du 03 août 2016, portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2021 constatant une modification dans la composition du Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône-Ventoux et actant le transfert de compétence assainissement de la Commune de Beaumes-de-Venise vers le Syndicat depuis le 1^{er} janvier 1994,

Vu le Plan Local d'Urbanisme en vigueur sur le territoire de Beaumes-de-Venise, approuvé le 1^{er} décembre 2020,

Vu le Zonage d'assainissement des eaux usées en vigueur sur le territoire de Beaumes-de-Venise ayant été élaboré en 2001,

Vu la délibération du comité syndical du 26 janvier 2023 prescrivant la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la Commune de Beaumes-de-Venise,

Vu la décision n°CE-2020-2567 du 27 mai 2020 de la Mission régionale d'autorité environnementale, après examen au cas par cas, indiquant que le projet de révision de zonage

Accusé de réception en préfecture
084-258401447-20230202-2023-22-AR
Date de réception préfecture : 03/02/2023

d'assainissement des eaux usées sur le territoire de Beaumes-de-Venise (84) n'est pas soumis à évaluation environnementale,

VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée auprès du Tribunal Administratif de Nîmes en vue de mener l'enquête publique relative au projet de révision de zonage d'assainissement des eaux usées sur le territoire de Beaumes-de-Venise (84),

Vu la décision N° E22000106/84 en date du 10/11/2022 de M. le Président du Tribunal Administratif de Nîmes désignant Madame Justine DESFOUR en qualité de commissaire enquêteur,

VU la consultation du commissaire enquêteur,

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Objets et caractéristiques principales de l'enquête publique :

Il sera procédé à une enquête publique portant sur le projet de révision de zonage d'assainissement des eaux usées de la Commune de Beaumes-de-Venise (84) pour une durée de 33 jours consécutifs, du 27 février 2023 au 31 mars 2023 inclus.

Ladite enquête porte sur le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la Commune de Beaumes-de-Venise (84) ayant pour objectif de délimiter, en cohérence avec les documents d'urbanisme, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non-collectif. Le zonage d'assainissement de 2001 doit être révisé suite à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la Ville le 1^{er} décembre 2020. Dans les zones d'assainissement collectif, la collectivité aura l'obligation d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou réutilisation de l'ensemble des eaux collectées. Cette obligation de zonage d'assainissement répond au souci de préservation d'environnement, de qualité des ouvrages d'épuration et de collecte.

ARTICLE 2 : Désignation du commissaire enquêteur :

Par décision E22000106/84 en date du 10/11/2022, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nîmes a désigné Madame Justine DESFOUR en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique.

ARTICLE 3 : Dates, durée et siège de l'enquête publique :

L'enquête publique se déroulera du LUNDI 27 février 2023 au VENDREDI 31 mars 2023 inclus, soit 33 jours consécutifs.

Le siège de l'enquête publique est situé à la Mairie de Beaumes-de-Venise (85 Av. Raspail, 84190 Beaumes-de-Venise).

ARTICLE 4 : Consultation du dossier, registre d'enquête publique, recueil des observations :

Les pièces du dossier, ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Mairie de BEAUMES-DE-VENISE (84) pendant les jours et heures d'ouverture au public.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, sauf les jours fériés et les jours de fermeture exceptionnelles de la Mairie, du LUNDI 27 FEVRIER 2023 au VENDREDI 31 MARS 2023 INCLUS, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et sur support numérique et présenter ses éventuelles observations sur le registre d'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie soit :

DU LUNDI AU VENDREDI de 8h30 à 12h et de 13h30 à 16h.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de la Ville (<https://www.beaumes-de-venise.fr>) et sur le site internet du Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône-Ventoux (<https://www.rhone-ventoux.fr>).

Pendant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et les jours de fermeture exceptionnelles de la Mairie, du LUNDI 27 FEVRIER 2023 au VENDREDI 31 MARS 2023 INCLUS, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique en Mairie de BEAUMES-DE-VENISE, aux jours et heures d'ouverture précédemment énoncés.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations à M. le commissaire enquêteur pendant toute la durée de l'enquête publique soit du LUNDI 27 FEVRIER 2023 au VENDREDI 31 MARS 2023 INCLUS :

- par voie postale au siège du Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône-Ventoux (595, Chemin de l'Hippodrome CS 10022, 84201 Carpentras Cédex),
- par courrier électronique à l'adresse suivante : contact@rhone-ventoux.fr

Les observations du public transmises par voie postale ou par courrier électronique ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 7 du présent arrêté seront consultables sur le registre d'enquête mis à la disposition du public.

ARTICLE 5 : Communication au public :

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie de BEAUMES-DE-VENISE ou du Syndicat mixte des eaux de la Région Rhône-Ventoux dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique.

ARTICLE 6 : Permanences du commissaire enquêteur :

Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales à la mairie de BEAUMES-DE-VENISE, en salle des Mariages (accessible aux personnes à mobilité réduite) aux jours, dates et heures suivantes pendant l'enquête :

- LUNDI 27 FEVRIER 2023 de 9 heures à 12 heures,

- MERCREDI 15 MARS 2023 de 13 heures 30 heures à 16 heures,
- VENDREDI 31 MARS 2023 de 13 heures 30 à 16 heures.

ARTICLE 7 : Responsable du projet :

Monsieur le Président du Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône-Ventoux est responsable du projet et représente l'autorité auprès de laquelle le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet.

ARTICLE 8 : Information environnementale :

Le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées sur le territoire de Beaumes-de-Venise (84), soumis à enquête publique, ne comprend pas d'évaluation environnementale suite à la Décision CE-2020-2567 du 27 mai 2020 de l'Autorité Environnementale de ne pas soumettre cette modification à évaluation environnementale.

ARTICLE 9 : Clôture de l'enquête publique :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'Article 3, le registre d'enquête sera clos et signé par le Commissaire enquêteur. Ce dernier rencontrera, dans un délai de huit jours à compter de la réception du registre d'enquête et des documents annexés, le Président du Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le président du Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

ARTICLE 10 : Rapport et conclusions motivées :

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera au Président du Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux le dossier d'enquête publique, le registre et le rapport dans lequel figure ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal administratif de Nîmes et au Préfet de Vaucluse.

ARTICLE 11 : Consultation du rapport et des conclusions motivées :

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée au siège du Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux, en Mairie de Beaumes-de-Venise et à la Préfecture de Vaucluse pour y être tenue, sans délai, à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête publique, aux jours et heures habituels d'ouverture. Il sera également publié sur le site internet du Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux (<https://www.rhone-ventoux.fr>) et de la Commune de Beaumes-de-Venise (<https://www.beaumes-de-venise.fr>)).

ARTICLE 12 : Publicité de l'enquête publique :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Vaucluse.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier d'enquête.

Cet avis au public sera également affiché à la mairie de Beaumes-de-Venise, aux lieux habituels d'affichage et publié par tout autre procédé en usage dans la commune. Il sera également consultable sur le site internet de la commune de Beaumes de Venise (<https://www.beaumes-de-venise.fr>) et du Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux (<https://www.rhone-ventoux.fr>), quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Ces affichages et publicités seront certifiées par Monsieur le Président du Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux.

ARTICLE 13 : Décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête publique :

A l'issue de l'enquête publique, le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées sur le territoire de Beaumes-de-Venise (84), éventuellement modifié pour tenir compte des avis des Personnes Publiques Associées qui ont été joints au dossier, des observations du public et/ou du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, sera soumis au Comité Syndical du Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux pour approbation.

ARTICLE 14 : AFFICHAGE

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Beaumes-de-Venise aux lieux habituels d'affichage quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 15 : Transmission :

Une copie du présent arrêté est transmise :

- à la Commune de Beaumes-de-Venise,
- à Madame le commissaire enquêteur,
- au Président du Tribunal Administratif de Nîmes,
- à Madame la Préfète de Vaucluse.

ARTICLE 16 : Exécution :

Monsieur le Président du Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux, Monsieur le Maire de Beaumes-de-Venise, Monsieur le Préfet de Vaucluse et Madame le commissaire enquêteur sont chargés en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carpentras, le 2 février 2023



Le Président,

Jérôme BOULETIN

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nîmes qui peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou sa notification.

Affiché le : 03/02/2023

Transmis le : 03/02/2023